



Monsieur le Directeur Académique,

Les points à l'ordre du jour de cette CAPD illustrent parfaitement le projet que nos politiques qui se succèdent ont pour notre école et pour les enseignants.

La possibilité d'accéder à un congé formation est très réduite : 32 mois pour 56 demandés, il est facile de voir que tout le monde ne sera pas satisfait. Si l'on compare maintenant cette dotation à celle d'il y a une dizaine d'années, on peut voir l'état déplorable de l'offre qui est maintenant faite aux enseignants.

On peut bien entendu rapprocher cela de la formation continue, qui, si elle n'est pas discutée aujourd'hui reflète bien la dégradation des conditions de formation des enseignants.

C'est vrai qu'il est plus simple de proposer aux fonctionnaires qui en auraient assez d'être déconsidérés (et il y en a beaucoup) de quitter la fonction publique pour voguer vers d'autres cieux professionnels, et de les remplacer par des contractuels envers lesquels l'état n'aura pas ou peu d'obligations de formation. Mais pour se réorienter professionnellement, encore faut-il avoir la possibilité de se former, de faire valoir son CPF ou d'accéder à un congé formation, ce qui n'est pas simple dans l'éducation nationale.

Concernant la liste d'aptitude des directeurs ou directrices d'école, nous sommes toujours étonnés de voir que des enseignants peuvent en être évincés alors même qu'ils ne sont pas formés. De voir que l'on peut juger à priori et sur un simple entretien que tel ou tel collègue présente les aptitudes, ou non, pour assumer les fonctions de direction. Le SNUipp-FSU vous redemande, comme chaque année, que tous les enseignants qui se sont inscrits sur la liste d'aptitude des directeurs puissent y accéder et bénéficier de la formation.

Concernant les départs en formation CAPPEI, nos organisations syndicales, sont pour le moins dans le flou. Aucune information sur le nombre de départs en formation à ce jour. Nous espérons, Monsieur le Directeur Académique, que vous pourrez nous éclairer lors de cette instance. La réalité, c'est aussi une formation CAPPEI qui, comme nous l'avons déjà dénoncé, est centrée uniquement sur l'inclusion scolaire et la fonction de personnels ressources pour répondre avant tout aux urgences. Avec la disparition des options au profit des parcours c'est la fin de l'adaptation scolaire qui s'annonce. Pourtant, la grande majorité des élèves suivis par le RASED bénéficient bien d'aides par rapport à leurs difficultés dans les apprentissages ou leur comportement en tant qu'élève et non pas pour un trouble ou un handicap.

D'un point de vue plus général, dans l'Éducation Nationale, Mr Blanquer, le «bon élève» du gouvernement Philippe, nous ressort des recettes d'un autre âge : le redoublement, la dictée quotidienne et une pseudo méthode de Singapour sensée révolutionner l'apprentissage des mathématiques, le tout saupoudré de poudre de perlinpimpin à la sauce neuro-sciences, et ce, au mépris de toutes les recherches et les expériences pédagogiques.

A aucun moment ne sont prises en compte les réalités du terrain : des personnels en souffrance dans de nombreuses écoles, une formation initiale indigente, un manque criant de formation continue, des élèves en grande difficulté sur le plan des apprentissages, mais aussi sur le plan social, des RASED trop peu nombreux, voire par endroit inexistantes. Nous pourrions bien entendre allonger la liste si longue des difficultés que les enseignants rencontrent dans leur pratique quotidienne du métier, mais ce qu'il est important de souligner, c'est le sentiment qui se renforce chez nos collègues d'une perte de repère, d'un professionnalisme dénigré, et donc d'un profond découragement.

Il est urgent de se mobiliser pour améliorer nos conditions de travail et celles des élèves, et cela passe aujourd'hui par la défense de notre service public si durement menacé par les récentes annonces. En effet, le premier comité interministériel de la transformation publique réuni le 1er février confirme les orientations inquiétantes du gouvernement concernant l'avenir de la fonction publique. Rémunérations différenciées, management centré sur l'individualisation, recours aux contractuels ... Ce gouvernement est en marche vers la destruction de la fonction publique. Le SNUipp-FSU, attaché au service public sera dans la rue le 22 mars pour défendre une action publique d'intérêt général, car il est de notre devoir en tant qu'organisations syndicales de rassembler les travailleurs, les citoyens pour la défense de notre modèle social, ce dans une intersyndicale que nous souhaiterions la plus large possible !